Discours – Rassemblement 19 octobre 2026

(seul le prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs les élus du Conseil municipal,

Mesdames et Messieurs les agents de la Ville,

Chères Herblinoises, chers Herblinois,

Merci d'être là, nombreux, dans notre mairie

Comme partout en France aujourd'hui, nous nous rassemblons dans notre maison commune.

Samedi 17 octobre, des mairies ont été incendiées ou saccagées, à Limoges, à Lille, à Paris et ailleurs, et des commerces pillés dans de nombreuses villes. Tout près de nous, l'hôtel de ville de Nantes a lui aussi été touché. À sa Maire, à ses élus, à ses agents et à ses habitants, Saint-Herblain adresse toute sa solidarité.

Ces violences, commises en marge et à l'issue des manifestations, je les condamne avec la plus grande fermeté.

Leurs auteurs devront être identifiés et condamnés. Aucun mouvement social ou politique ne saurait légitimer la violence, ni s'en accommoder.

Mais je ne suis pas venu ce midi seulement pour condamner. Je suis venu vous parler de ce qui nous rassemble tous : la République. Et de ce qui, aujourd'hui, la met à l'épreuve.

Car une mairie, c'est la République au plus près de chacun. C'est souvent le dernier service public ouvert quand les autres ont fermé : l'école, l'état civil, l'aide aux plus fragiles...

Brûler une mairie, ce n'est pas frapper le gouvernement. C'est frapper notre bien commun.

Ce bien commun, ce sont d'abord des femmes et des hommes. Vous, les agents de la Ville, qui faites vivre chaque jour le service public : je veux vous dire ma reconnaissance.

Ce sont aussi les commerçants pillés samedi, parmi lesquels des boulangers, des coiffeurs, des artisans, souvent eux-mêmes étranglés par la vie chère.

Quant aux casseurs et pilleurs, ils n'ont rien de révolutionnaire. Par leur brutalité gratuite, ils étouffent les revendications justes et légitimes de ceux qui manifestent.

Mais cette République du quotidien recule depuis des années : bureaux de poste qui ferment, urgences saturées, déserts médicaux, classes sans remplaçant…. Chaque guichet qui ferme,

c’est un peu d’égalité qui s’en va, et ce sont les communes qui comblent les trous.

Le service public, c’est la République rendue concrète.

Voilà pourquoi la colère qui s’exprime dans notre pays ne peut pas se résumer aux vitrines brisées.

Samedi, plus de 800 000 citoyennes et citoyens ont manifesté dans l’immense majorité pacifiquement. Lycéens, étudiants, salariés, retraités… : leur présence côte à côte dit qu’un mouvement social inédit est en train de prendre corps.

Leur colère ne date pas d’hier. Elle s’est exprimée avec les gilets jaunes, contre la réforme des retraites, et elle est faite de mécontentements accumulés, année après année : le pouvoir d’achat, le droit à une éducation de qualité, l’urgence climatique, la justice sociale. C’est surtout la colère de ne pas être entendus.

Cette colère-là, je la comprends. Car au fond, elle dit une chose : la promesse républicaine n’est plus tenue pour tous.

Écoutons ce que disaient les cortèges.

Ils disaient d'abord : nous n'y arrivons plus. Les courses, le loyer, l'énergie : tout augmente, sauf le pouvoir d'achat. Ici, à Saint-Herblain, nous voyons des familles qui travaillent pousser la porte du CCAS, des retraités baisser le chauffage….

Ce n'est pas une impression, c'est une réalité sociale.

Ils disaient ensuite : ce n'est pas juste. Pendant que la grande majorité se serre la ceinture, les plus grandes fortunes continuent de prospérer.

Or l'égalité n'est pas un mot gravé au fronton de nos mairies pour faire joli. Une République qui demande des sacrifices doit commencer par demander une juste contribution à ceux qui ont le plus.

Les lycéennes et les lycéens, eux, disaient leur inquiétude pour leur école : classes surchargées, professeurs non remplacés, moyens qui manquent, crainte de l'avenir.

Quand une jeunesse réclame le droit d'apprendre, ce n'est pas une menace. C'est l'école de la République qui appelle à l'aide.

Et celles et ceux qui se battent pour le climat rappelaient que fin du mois et fin du monde, c'est le même combat. Les premiers à payer la crise écologique, ce sont les ménages modestes, dans

leurs passoires thermiques, dans leur voiture imposée faute d'alternatives….

La bifurcation écologique sera juste, ou elle ne sera pas.

Face à tout cela, qu'entend-on depuis samedi ? On parle d'ordre, de fermeté, de sanctions. Il faut sanctionner les casseurs, bien sûr. Mais la fermeté ne peut pas tenir lieu de politique.

Le Gouvernement porte une lourde responsabilité : il n'a offert aucune issue politique à des attentes qui s'expriment depuis des semaines, et qui pour certaines couvent depuis des années.

Dans la gravité de la crise que traverse le pays, c'est au Chef de l'État de prendre l'initiative, pour apporter des réponses justes et apaiser le pays. Le Président de la République ne peut pas se défausser : ni sur les maires, en première ligne de la crise sociale avec des moyens toujours plus contraints, ni sur les forces de l'ordre, à qui l'on demande de contenir une colère qu'elles n'ont pas créée.

Les réponses sont politiques, et elles se trouvent au sommet de l'État.

Pierre Mendès France le disait : « Gouverner, c'est choisir. » Alors qu'on choisisse enfin. Augmenter les salaires et les

pensions. Agir sur les prix de l'alimentation et de l'énergie. Rénover les logements et développer les transports du quotidien. Donner à l'école publique et aux communes les moyens de leurs missions. Et ouvrir sans attendre de vraies négociations avec les syndicats, les élus et la jeunesse.

À six mois de l'élection présidentielle, le pire serait de laisser cette colère sans réponse. Car une colère méprisée finit toujours par se tourner vers ceux qui promettent le pire.

Répondre à cette colère, c'est aussi garantir qu'elle puisse s'exprimer.

Manifester est un droit, qui découle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. C'est la liberté, premier mot de notre devise.

Chaque mairie incendiée sert de prétexte à ceux qui voudraient la restreindre pour tous. Nous ne l'accepterons pas.

Je pense ce midi à toutes les personnes blessées samedi.

Aux manifestants, certains grièvement, dont certains pourraient garder des séquelles à vie : on ne doit jamais perdre un œil ou une main pour avoir exercé un droit.

Aux policiers, aux gendarmes, aux sapeurs-pompiers blessés dans l'exercice de leur mission.

À toutes et à tous, à leurs familles, j'adresse notre solidarité.

Car un casseur et un manifestant, ce n'est pas la même chose, et ils ne doivent pas être traités de la même façon.

La stratégie de maintien de l'ordre doit donc évoluer, avec un premier objectif : permettre aux revendications pacifiques de s'exprimer.

Cela veut dire protéger les cortèges, dialoguer en amont avec les organisateurs, privilégier la désescalade, isoler les casseurs plutôt que disperser toute une foule, et encadrer strictement l'usage des armes de défense.

Cela veut dire enfin soutenir les femmes et les hommes des forces de l'ordre, par des effectifs, une formation, des consignes claires, plutôt que de les envoyer seuls en première ligne pour masquer l'absence de réponse politique.

Mes chers concitoyens,

Sur le fronton de cette mairie, trois mots : liberté, égalité, fraternité. Ils n'appartiennent à aucun parti. Ils sont notre bien commun, à toutes celles et à tous ceux qui vivent à Saint-Herblain.

On peut venir ici avec sa colère.

On ne vient pas détruire la maison commune.

En nous rassemblant aujourd'hui, nous disons :

- Non à la violence, d'où qu'elle vienne.
- Oui à une colère sociale qui doit être entendue.
- Oui à une République sociale et écologique, qui protège à la fois nos libertés, la dignité de chacun et l'avenir de nos enfants.

Jean Jaurès disait à la jeunesse : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. »

La vérité, c'est qu'il n'y a pas de paix civile sans justice sociale et écologique. Le courage, aujourd'hui, c'est d'en tirer les conséquences.

Vive Saint-Herblain, vive la République et vive la France.